

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la Ville de Montpellier

Relation aux usagers

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absents / Excusés :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

Convention de mise à disposition par la Préfecture de l'Hérault d'un dispositif mobile de recueil des données - Autorisation de signature

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le ministère de l'intérieur déploie une nouvelle carte nationale d'identité. La prise d'empreinte est désormais obligatoire pour toute demande de carte nationale d'identité.

Aussi, pour toute demande de carte nationale d'identité concernant une personne à mobilité réduite résidant sur le territoire de la commune de Montpellier, la Préfecture de l'Hérault met à disposition un dispositif mobile de recueil des données biométriques.

Cette procédure est strictement réservée aux personnes étant dans l'incapacité totale de se déplacer et justifiant d'un besoin impérieux de détenir une carte nationale d'identité.

Afin que la Ville de Montpellier puisse bénéficier de cette mise à disposition gracieuse, la signature d'une convention préalable est nécessaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition par la préfecture de l'Hérault d'un dispositif mobile de recueil des données ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169449-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.